



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 21 juillet au 8 septembre 2017

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (% , juillet 2017)	2,9
Dette (% du PIB, janvier 2016)	130,3
Déficit public (% du PIB, prévision fin 2017)	-1,5
Exportations de biens (Mds€, 1 ^{er} semestre 2017)	27,8
Importations de biens (Mds€, 1 ^{er} semestre 2017)	34,1
Exportations de services (Mds€, 1 ^{er} semestre 2017)	13,1
Importations de services (Mds€, 1 ^{er} semestre 2017)	7,1
Inflation sous-jacente (% , juillet 2017)	1,1
Taux de chômage (% , juillet 2017)	9,1

Source : Elaboration du SE de Lisbonne à partir des données de la Banque du Portugal et de l'Institut National de Statistiques

• Le déficit de la balance des transactions courantes et du capital s'est dégradé au printemps 2017

Le déficit de la balance des transactions courantes et de capital s'est établi à 685 M€, soit le double de celui de la période homologue l'an passé. **Si la balance des biens et services reste positive (713 M€), le déficit de la balance des biens s'est fortement creusé** du fait d'une augmentation des importations (+14,7%), du fait de la reprise de la consommation des ménages et des entreprises et de l'augmentation du prix du pétrole.

• Diminution du déficit du commerce bilatéral entre la France et le Portugal

Au cours du 1^{er} semestre 2017, bien que la balance commerciale pèse toujours en faveur du Portugal, le déficit de la balance commerciale poursuit sa diminution en atteignant -530,7 M€ soit -4,9% en glissement annuel.

Situation des établissements bancaires

• Les cinq plus grandes banques portugaises ont présenté leurs résultats au 1^{er} semestre

La dernière semaine de juillet, les cinq plus grandes banques portugaises (BPI, BCP, Santander, Caixa Geral de Depósitos (CGD) et Novo Banco) ont présenté leurs résultats semestriels. **Globalement, à l'exception de la BPI, les résultats des banques sont en nette amélioration :**

- **La BCP et Santander au Portugal enregistrent des bénéfices** respectifs de 89,9 M€ (contre des pertes de 197,3 M€ au 1^{er} semestre 2016) et de 233 M€ de bénéfices (+16% comparé à 2016) ;
- **La CGD et Novo Banco ont enregistré des pertes en diminution :** la CGD a réduit sa perte nette à 50 M€, contre 205,2 M€ au 1^{er} semestre 2016, et a diminué de 82% ses provisions pour créances douteuses durant ce 1^{er} semestre. La banque a également annoncé qu'elle fermerait ses succursales offshores des Iles Caïman et Macao avant la fin de l'année et qu'elle n'accepterait plus de dépôts de clients non-résidents hors Portugal. Novo Banco a quant à elle réduit ses pertes à 290,3 M€, contre 362,6 M€ en 2016 ;
- Enfin, **la BPI a enregistré une perte nette de 102 M€**, par rapport au bénéfice de 106 M€ en 2016. Elle justifie ses pertes par la vente de 2% de la banque Banco de Fomento Angola (BFA), qui contribuait largement aux bénéfices de la BPI (environ un tiers de ses bénéfices en 2015 provenaient de la BFA), et du coût de son programme de départs volontaires.

- **La vente de Novo Banco au fonds d'investissement Lone Star demeure incertaine**

Pour rappel, le 31 mars, le fonds de résolution avait signé un contrat de promesse de vente pour céder 75% de la banque Novo Banco au fonds d'investissement américain Lone Star, qui s'était engagé à la recapitaliser à hauteur de 1 Md€. Pour sa part, le fonds de résolution se portait garant sur certains actifs à risque de Novo Banco si les ratios de capitaux de l'institution étaient mis en danger : le montant de la garantie s'élève à un maximum de 3,89 Mds€. Dans le cadre de cet accord, Novo Banco s'était engagé à réduire ses passifs, opération originellement prévue via le transfert d'obligations seniors vers la *bad bank* BES.

Le 25 juillet, Novo Banco a finalement annoncé que la réduction de passifs prévue dans la promesse de vente passerait par un remboursement anticipé de titres de dette en liquide plutôt que par un transfert d'obligation seniors. L'offre, ouverte jusqu'au 2 octobre, prévoit le rachat au prix du marché de toutes les obligations relatives à 36 émissions, d'une valeur nominale globale de 8,3 Mds€. Novo Banco espère ainsi économiser au minimum 500 M€ en taux d'intérêt. Novo Banco a mis en garde ses investisseurs en indiquant que si cette opération de rachat, qui s'effectue sur une base volontaire, n'atteignait pas ses objectifs, la vente à Lone Star pourrait être compromise et rendrait nécessaire un nouveau bail-in. Le 08 septembre, une Assemblée Générale a réuni les investisseurs de Novo Banco afin d'évaluer le degré de consentement au remboursement anticipé : pour l'heure, 97% des petits investisseurs qui représentent 43% des titres de dette à rembourser ont accepté l'offre tandis que les grands investisseurs (principalement Pimco, Ever Capital et Xaia Investments) demeurent réticents.

Simultanément, Novo Banco mène des opérations de vente afin de pouvoir procéder au remboursement anticipé de titres de dette. Début août, Novo Banco a ainsi annoncé le lancement officiel du processus de **cession de sa filiale d'assurance-vie GNB Seguros Vida et de 90% du capital de sa filiale cap-verdienne**. Ces ventes interviennent quelques mois après celles de ses filiales asiatique et vénézuélienne.

Enfin, début septembre, la BCP a déclaré avoir déposé une action auprès du Tribunal Administratif contre le gouvernement et la Banque du Portugal pour évaluer la légalité du mécanisme de protection des actifs problématiques de Novo Banco. En effet, ce mécanisme prévoit une garantie jusqu'à 3,89 Mds€ par le fonds de résolution financé en partie par la BCP qui s'expose ainsi elle-même à des pertes de l'ordre de 800 M€ (soit 20% des 3,9 Mds€ de garantie).

- **La création d'une plateforme d'échange de créances douteuses (NPL) est prévue d'ici peu**

Le journal Público a révélé que la création d'une « bad bank » pour régler l'important volume de créances douteuses du Portugal (30 Mds€) avait été abandonnée au profit d'une plateforme d'échange. Cette dernière prendra la forme d'un Groupement d'Intérêt Economique formé par la CGD, Novo Banco et BCP ainsi que par d'autres banques souhaitant participer. L'Institution Financière de Développement (IFD) pourrait prendre part à cette solution en achetant exclusivement des créances douteuses d'entreprises viables et en recapitalisant celles-ci. Une annonce officielle est attendue dans les prochains jours.

Situation budgétaire

- **Le budget d'Etat pour 2018 est actuellement en cours de négociation**

Le budget d'Etat pour 2018 est en pleine négociation alors que la campagne pour les élections municipales portugaises bat son plein. Les trois grands thèmes des négociations au sein de la coalition gouvernementale sont : la réduction de l'impôt sur le revenu pour les bas salaires, le dégel des salaires dans la fonction publique et une réforme des retraites (facilitation de la réforme anticipée et augmentation des pensions).

- **La dette publique devrait baisser à 127,7% du PIB et le déficit à 1,5% du PIB fin 2017**

Le ministre des finances Mário Centeno a annoncé que la dette publique devrait passer de 130,3% du PIB à 127,7% fin 2017. Le ministre a déclaré que le déficit pourrait ainsi s'élever à 1,5% du PIB à la fin de l'année, principalement grâce à la hausse des recettes fiscales

- **Le Portugal a effectué un remboursement anticipé au FMI de 795 M€ en août 2017**

Grâce au nouveau remboursement anticipé au FMI de 795 M€ en août, le Portugal ne doit plus **rembourser que 37% de son emprunt au FMI**. L'Agence de la Gestion du Trésor et de la Dette Publique (IGCP) a annoncé un nouveau remboursement anticipé au FMI de 1 Md€ en 2018.

- **La perspective de la dette souveraine portugaise s'améliore**

Le 1^{er} septembre, l'agence de notation Moody's a fait passer la perspective du Portugal de « stable » à « positive », de même que l'avait fait l'agence Fitch en juin. L'agence Standard & Poor's communiquera sa perspective pour le Portugal le 15 septembre.

Sectoriel

- **Le conflit social entre Autoeuropa et ses travailleurs perturbe la production du « T-ROC »**

Volkswagen Autoeuropa prévoit la production de 240 000 véhicules « T-ROC » en 2018 dans son usine de Palmela, soit le triple de la production de 2016. En conséquence, l'entreprise prévoit de recruter 2 000 nouveaux salariés et d'augmenter les heures de travail. Un pré-accord entre l'administration d'Autoeuropa et la Commission de Travailleurs avait été trouvé au terme de négociations, prévoyant une majoration d'au minimum 16% du revenu mensuel pour les salariés voyant leurs horaires de travail augmenter. Or le 25 juillet, 75% des travailleurs d'Autoeuropa ont finalement rejeté ce pré-accord, provoquant la démission de la Commission de Travailleurs. La production a été paralysée alors que les salariés se sont mis en grèves et qu'Autoeuropa refuse de négocier avec le syndicat SITE Sul et préfère attendre l'élection de la nouvelle commission de travailleurs en octobre. Il s'agit d'une situation de confrontation inédite pour l'entreprise allemande Volkswagen qui n'avait jamais connu de grève depuis ses 20 ans d'implantation au Portugal. L'usine représente à elle seule 85,5% de la production d'automobile au Portugal en 2016, environ 1% du PIB et 3% des exportations du pays.

Divers

- **La promulgation d'un nouveau Code des Contrats Publics**

Le 1^{er} janvier 2018, le Code des Contrats Publics sera promulgué avec de nombreuses modifications. En particulier, **les critères d'adjudication ne reposeront plus sur le prix le moins élevé mais sur la proposition la plus économiquement avantageuse**, c'est-à-dire offrant le meilleur rapport qualité-prix et coût-bénéfice. Le principal objectif est de limiter les contrats de gré à gré qui concernaient environ 85% des contrats et 50% de la valeur des contrats effectués en 2015. Désormais, les pouvoirs adjudicateurs devront consulter au minimum trois entités dès lors que le contrat suppose une acquisition de biens et services supérieure à 20 M€ ou des marchés publics de travaux supérieurs à 30 M€.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gov.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER

Revu par : Stanislas GODEFROY